



Communiqué de presse intersyndical

Annonces Attal : un ministère sourd au terrain

Gabriel Attal a choisi le jour de la publication du rapport PISA pour rendre publique une série d'annonces prétendant aboutir à un "choc des savoirs". Quelques heures avant, il avait communiqué par mail sur les boîtes professionnelles des agent·es, tentant de faire croire à une rupture avec la fâcheuse tendance du ministère à communiquer d'abord à la presse avant ses propres agent·es. Seulement, M. le Ministre semble oublier que la journée, les enseignant·es...travaillent ! Comme d'habitude, elles et ils ont donc appris les nouvelles annonces par voie de presse une fois leur journée de travail terminée.

Alors que le rapport PISA était publié dans la matinée, le ministre a voulu communiquer à tout prix pour allumer un contre-feu. Pourtant, personne n'est dupe : la situation s'est encore aggravée depuis 2018. Pour nos organisations, si les mauvais résultats sont certes inquiétants, ce sont surtout les symptômes qui ont amené à ces résultats qui nous alarment.

Alors que nous ne cessons de dénoncer la dégradation des conditions d'enseignement, et donc d'apprentissage, notamment à cause de la surcharge de travail des enseignant·es, des effectifs trop lourds dans les classes, du manque cruel de moyens pour permettre l'inclusion scolaire dans de bonnes conditions et de l'absence de dialogue social, le ministre persiste à annoncer des mesures rétrogrades.

Tournant le dos à la recherche en éducation, et même aux recommandations du rapport PISA, il recycle les vieilles méthodes comme les groupes de niveaux ou le redoublement. Des stages de réussite sont annoncés, alors qu'ils existent depuis 2008. S'ils avaient fait preuve d'efficacité, cela se saurait.

Mais c'est aussi par les injonctions et la caporalisation des enseignant·es que Gabriel Attal se distingue dans ses annonces. L'imposition de manuels "labellisés" et de la méthode de Singapour en maths menace la liberté pédagogique. Une fois de plus, à l'inverse de ce qu'il écrit aux professeur·es des écoles, le ministre ne les considère pas comme des professionnel·es expert·es de leur métier mais comme de simples exécutant·es.

Ces annonces et leurs conséquences sur le métier enseignant ne peuvent qu'aggraver les inégalités entre les élèves, s'apparentent à une volonté de tri social et augurent d'un avenir bien sombre pour l'Ecole publique.

Pour combattre les inégalités, il faut mettre les moyens sur la table ! A contrario des annonces qui sont faites, il faut prévenir et non punir la difficulté scolaire. Cela nécessite de reconstituer des réseaux d'aides, de former des enseignant·es spécialisé·es, de recruter des enseignant·es surnuméraires, d'alléger les effectifs dans toutes les classes. Et ce n'est pas en supprimant 2 500 postes pour la rentrée 2024 par 49-3 que nous y parviendrons. L'inclusion systématique et sans moyens humains ne fonctionne pas. Enseignant·es, AESH, ATSEM, élèves et familles sont actuellement maltraité·es par ce système : les délais des demandes sont désormais de plusieurs mois, les bilans envoyés sont rejetés car trop anciens, les élèves et les enseignant·es attendent

les AESH désespérément. En parallèle, la réduction de places en établissements spécialisés fait que des élèves atteint·es de graves troubles sont placés à l'école qui n'a pas les moyens de les accueillir.

Monsieur le Ministre, écoutez la recherche, écoutez les actrices et les acteurs du terrain, écoutez la détresse des enseignant·es, des AESH et des psychologues scolaires ! Arrêtez de supprimer des postes et des heures de cours ! Répondez en donnant enfin à l'Ecole les moyens de se transformer et de permettre l'émancipation de tout·es ses élèves !

Ces annonces ne sont aucunement une réponse à la situation très difficile de l'Ecole publique qu'elles ne vont que contribuer à aggraver. La réalité, c'est que les conditions de travail et donc d'enseignement se dégradent, y compris dans notre département : plus de 40 fiches de signalement « santé et sécurité au travail » ont été envoyées depuis la rentrée scolaire par des enseignant·es ou des AESH...

C'est pourquoi nos organisations appellent tous les personnels des Ecoles à se rassembler devant la DSDEN avant la réunion du Conseil Social d'Administration dédié à la question de la santé et de la sécurité au travail du 14 décembre prochain à Pau. Ce rassemblement sera l'occasion de faire entendre à l'Education Nationale les vrais besoins des écoles du département.

RASSEMBLEMENT
JEUDI 14 DECEMBRE - 12H30
INSPECTION ACADEMIQUE – PLACE D'ESPAGNE A PAU

Pau et Bayonne, le 6 décembre 2023